

a presque traversé le parquet pour donner l'accolade au ministre; c'est ce qui m'a rappelé qu'il faut se méfier des Grecs qui apportent des cadeaux. Si le ministre avait sciemment fait ce que lui reproche le chef des créditistes, il ne serait ni estimé ni admiré; en outre, personne ne dirait qu'il est un excellent ministre des Finances. Je ne le félicite pas du budget qu'il a présenté. Ceux qui siègent de ce côté-ci savaient que les propositions seraient fort acceptables. A mon avis, les félicitations ne sont pas de mise puisque le ministre des Finances s'acquitte bien de toutes ses fonctions; il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à cet aspect de sa besogne pour l'en féliciter.

Encore une fois, les impôts plus lourds que prévoit l'exposé budgétaire sont destinés à assurer la défense du Canada et à prévenir la guerre. La question se pose ici de savoir quel effet le budget aura sur l'inflation. Le ministre des Finances et d'autres députés siégeant de ce côté-ci de la Chambre ont exprimé à cet égard des opinions contraires. La question mérite qu'on s'y arrête et qu'on la discute. Pour ma part, je veux bien adopter l'opinion du ministre des Finances en ce qui concerne l'inflation et l'influence que le budget aura sur elle. On ne saurait rien dire de définitif ni dans un sens ni dans l'autre.

Évidemment, beaucoup de théoriciens de l'économie exposent actuellement chez nous des idées parfois fumeuses, parfois rêveuses, dénuées parfois de tout sens pratique. J'ai toujours pensé que le mieux était d'essayer de suivre, de respecter les lois naturelles de l'économie plutôt que de se laisser guider par des théoriciens dont les idées n'ont jamais été mises en pratique et qui n'en connaissent pas le résultat définitif. C'est tout ce que je dirai du budget en tant que tel.

On a beaucoup parlé parmi le public en général et en cette enceinte, du moins dans une certaine mesure, de la situation dans laquelle se trouve ma province, la Nouvelle-Écosse. Pendant des années, jusqu'à il y a environ quinze ans, nous de la Nouvelle-Écosse,—sinon tous, du moins un grand nombre d'entre nous,—étions enclins à attribuer nos malheurs à la confédération. C'était à cause d'elle, nous disions-nous, que certaines de nos régions étaient dans le marasme. On ne pouvait guère faire un raisonnement plus faux que d'attribuer tous nos malheurs à notre adhésion à la confédération. Il s'agit là d'une propagande politique dont l'origine est antérieure à la confédération elle-même. Cette propagande a continué après la confédération, et elle a été l'œuvre de gens très habiles qui ont empoisonné l'esprit du public, l'esprit de la masse des habitants de la Nouvelle-

Écosse. Ils sont parvenus à persuader les Néo-Écossais que la confédération ne valait rien pour nous, qu'il valait mieux nous séparer du reste du pays, que jamais nous ne parviendrions à quoi que ce soit parce que nous serions sûrement écrasés par le Québec et l'Ontario.

Ce n'était là que pure propagande politique, puisque l'un de ses champions les plus actifs était justement l'un des premiers à parler de la possibilité d'une confédération des provinces britanniques de l'Amérique du Nord. Chose singulière, après quelques années des hommes de ce calibre, qui avaient prêché contre la confédération et conseillé aux Néo-Écossais non seulement d'en sortir, mais de quitter la province, acceptaient de hauts postes dans le gouvernement de sir John-A. Macdonald.

Ces préjugés semblèrent s'atténuer après un certain temps, mais en 1883 on fit une élection en Nouvelle-Écosse sur la question de la confédération. On voulait sortir de la confédération, constituer un gouvernement distinct au pays, et les tenants de cette opinion remportèrent la victoire. Après les élections on ne fit rien, bien entendu, et le chef du groupe victorieux est par la suite devenu un ministre des Finances très compétent dans un gouvernement fédéral. Au cours des ans, d'aucuns ont préconisé la rupture du lien fédératif en Nouvelle-Écosse, et ce n'est que depuis quelques années que les habitants de cette province ont décidé de ne plus soulever cette vieille rengaine. Ils en sont venus à la conclusion qu'ils pouvaient très bien vivre au sein de la confédération, et l'attitude de la Nouvelle-Écosse s'est transformée merveilleusement à cet égard au cours des vingt ou vingt-cinq dernières années.

On prétend qu'à la suite de la confédération, nous avons perdu nos industries, nos banques et le reste. Il s'est produit un certain mouvement chez les institutions bancaires de notre pays peu de temps après la confédération, mais la Nouvelle-Écosse n'a pas perdu ses succursales de banque. De fait, on trouve des succursales des diverses banques de notre pays dans tous les villages et villes de la Nouvelle-Écosse.

On dit que la confédération nous a soustrait nos industries. C'est faux; la confédération n'y est pour rien. Certaines industries de la Nouvelle-Écosse se sont édifiées avant la confédération. Lors de la confédération, les propriétaires de ces industries ont constaté qu'ils pouvaient vendre les actions qu'ils détenaient dans ces industries, fermer leurs entreprises, recouvrer leurs capitaux et réaliser de magnifiques bénéfices. Ces transactions n'ont pas de rapport avec la confédération. C'est